



## **Revue de presse des Sans-Chemise - 18 septembre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication- Sans-Chemise**

---

#### **Bloc Québécois, 18 septembre 2008 - Le Bloc propose d'améliorer le régime de l'assurance-emploi**

« Le gouvernement Harper refuse de prendre ses responsabilités envers les travailleuses et les travailleurs des régions, mais il n'a pourtant réussi jusqu'ici qu'à démontrer son insensibilité totale vis-à-vis du sort des régions. Le système d'assurance-emploi doit être bonifié et le Bloc Québécois n'aura de cesse que lorsque les changements nécessaires seront faits pour remettre le système au service des travailleuses et des travailleurs », a déclaré aujourd'hui le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, alors qu'il était de passage à Carleton.

Le chef du Bloc Québécois a souligné que son parti a obtenu plusieurs gains importants au fil des dernières années pour améliorer le système d'assurance-emploi. Le Bloc Québécois a obtenu, par exemple, la reconduction jusqu'en juin 2009 d'un projet-pilote permettant d'offrir aux travailleurs cinq semaines supplémentaires de prestations d'assurance-emploi dans les régions où le taux de chômage est élevé. Gilles Duceppe a toutefois souligné que la route est toujours longue pour redonner au régime sa véritable vocation d'assurance pour ceux et celles qui perdent leur emploi.

« Le programme d'assurance-emploi, qui devait être au départ une assurance, est devenu une vache à lait du gouvernement fédéral. Il y a 54 milliards de dollars qui ont été pillés dans la caisse d'assurance-emploi. Il aura fallu des efforts répétés du Bloc Québécois pour finalement obtenir la création de l'Office de financement qui enlève du Fonds consolidé les fonds d'assurance-emploi. Ceci va mettre fin au pillage et c'est une première étape », a rappelé Gilles Duceppe.

« Il faut cependant aller plus loin et créer une commission indépendante de l'assurance-emploi gérée par ceux qui cotisent c'est-à-dire les employés et les employeurs. Il faut un seuil d'admissibilité à 360 heures pour prévenir que les travailleurs des régions ne soient forcés de s'exiler. Une telle mesure permettra à davantage de travailleurs saisonniers de se qualifier pour les prestations. Il faut enfin que le nombre des semaines de prestations tienne compte du taux de chômage régional, et que le taux des prestations soit relevé à 60 % pour procurer aux travailleurs des revenus décents », a continué d'expliquer le chef du Bloc Québécois.

« Quand, comme moi, on vient souvent dans les régions du Québec, on n'oublie pas que les élus ont une responsabilité envers les travailleuses et les travailleurs. Le gouvernement Harper a des responsabilités, mais il ne les prend pas. Il fait preuve d'une insensibilité totale envers les régions. Ça démontre qu'une majorité conservatrice serait néfaste pour les régions. Le seul moyen d'empêcher ça, c'est d'appuyer le Bloc Québécois, le seul parti capable de barrer la route aux conservateurs au Québec », a conclu Gilles Duceppe.

\*\*\*\*\*

## **CNW, 18 septembre 2008 - La FCEI sonde les chefs des partis fédéraux au sujet des enjeux liés aux PME**

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) vient d'envoyer la lettre et le questionnaire ci-joints aux chefs des cinq principaux partis politiques leur demandant quelles mesures ils adopteraient pour répondre aux enjeux qui revêtent une importance pour les petites et moyennes entreprises (PME) du Canada. Plusieurs domaines y étaient abordés comme les impôts, l'environnement, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et le fardeau administratif. Voici quelques-unes des questions posées :

- Votre gouvernement s'engagera-t-il à contenir ses dépenses ?
- Comment votre gouvernement compte-t-il résoudre le problème de la hausse rapide des coûts de l'énergie ?

- Qu'est-ce que votre gouvernement propose de faire pour assurer que le régime d'assurance-emploi réponde mieux aux défis actuels du marché du travail ?
- Quelles démarches votre gouvernement fera-t-il pour remédier à la majoration des frais de cartes de crédit et de débit ?

Les PME jouent un rôle de plus en plus déterminant dans l'économie du Canada car elles génèrent environ la moitié du PIB et emploient six Canadiens sur dix. Il est ainsi essentiel que tous les partis se prononcent sur les enjeux qui sont vitaux pour les PME et proposent des initiatives qui pourront les aider à croître et à prospérer.

Organisme strictement non partisan, la FCEI exploite les résultats des sondages qu'elle réalise auprès de ses membres pour ensuite les informer des positions des grands partis politiques au fédéral concernant les enjeux qui ont une incidence sur leur entreprise et leur subsistance.

Renseignements: Marie-danielle Davis, (613) 235-2373; Marie Vaillant (médiâs pour le Québec), (514) 861-3234, ou (514) 919-9535

\*\*\*\*\*

### **Méto (Montréal), 18 septembre 2008 - Économie : Les syndicats**

Dans un sondage pan-canadien effectué par le Labour Watch, le président de cet organisme patronal a dit : "Les syndicats sont rendus tellement puissants..." Ben oui, les transnationales sont des naines face aux syndicats! "Seul un gouvernement libéral peut tenir tête aux syndicats" (*Le Devoir*, 17 octobre 2005). "Goon" avec les syndicats, mais "low profile" avec le patronat. On se fait "escroquer" continuellement par les pétrolières, dixit Stephen Harper, et nos gouvernements n'y peuvent supposément rien. Mais ils peuvent facilement piger 54 G\$ dans la caisse d'assurance-emploi des travailleurs.

Si, selon Statistique Canada, au cours des 20 dernières années, "Les riches sont plus riches, les pauvres plus pauvres. Et la classe moyenne est une espèce en voie de disparition" (*Le Devoir*, 12 mai 2007), que "Les salaires des jeunes travailleurs ont reculé de 15 % en 20 ans" (*La Presse*, 27 janvier 2005) et que, selon la Banque mondiale, "Il est facile de congédier au Canada" (*La Presse*, 29 novembre 2004), je suppose que c'est la faute aux puissants syndicats... Si "le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de [seulement] 53 \$ en 25 ans" (*Le Devoir*, 2 mai 2008), c'est encore dû à la dictature syndicale. Et si les actifs du gratin canadien dans les paradis fiscaux sont passés de 11 G\$ en 1990 à 88 G\$ en 2003, évidemment que les syndicats sont responsables.

Selon l'OCDE, la Finlande, la Suède et la Norvège ont des taux de couverture syndicale de plus de 90 %, contre 40 % au Québec et 32 % au Canada. Pourtant, ces pays, qui sont aussi de gros États avec beaucoup de services publics et de gros impôts sont, selon l'organisme privé The World Economic Forum, les pays les plus compétitifs au monde. Cherchez l'erreur! En passant, la Finlande a le meilleur système d'éducation au monde, tout en ayant seulement des écoles publiques. Bizarre! Le *Business Week* du 25 août signale que le salaire moyen des dirigeants des 500 plus grandes compagnies américaines est de 4 000 \$ l'heure, et qu'ils gagnent en "trois grosses heures" ce que le travailleur au salaire minimum gagne en un an. Sans ces vilains syndicats, ces patrons "opprimés" auraient un salaire plus décent!

La création de richesse, et non de riches, est tributaire de sa répartition équitable. Les syndicats, en favorisant une meilleure répartition, sont une source d'enrichissement collectif, de solidarité et de justice sociale.

les opinions exprimées dans cette tribune ne sont pas nécessairement celles de Métro.

La Finlande a le meilleur système d'éducation au monde, tout en ayant seulement des écoles publiques.

Léo-Paul Lauzon  
Titulaire de la chaire socioéconomique de l'UQAM

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 17 sept 2008 : Le Parti vert promet d'aider les entreprises qui réduisent leurs émissions**

La chef du Parti vert, Elizabeth May, a dévoilé mercredi matin son programme électoral au centre-ville de Halifax, en promettant notamment d'aider les Canadiens à faibles revenus ainsi que les entreprises qui réduiront leurs émissions de carbone.

Les Verts promettent d'imposer aux entreprises une taxe de 50 \$ par tonne de carbone émise, et de taxer les produits chimiques. Ils utiliseraient ces revenus pour diminuer la taxe sur le revenu et les charges sociales.

Les compagnies qui réduiraient leurs émissions de carbone verraient aussi leurs impôts diminuer de 50 \$ par tonne.

Le Parti vert promet de hausser la TPS d'un point de pourcentage, à 6,0 pour cent, pour aider les municipalités à financer les infrastructures et le transport en commun.

Les Verts promettent également de supporter l'introduction d'un partage du revenu pour l'impôt des particuliers, et de réduire les contributions des employeurs à l'assurance emploi et au Régime de pensions du Canada.

Mme May a assuré que malgré le coût rattaché à ces promesses, les Verts pourront maintenir un surplus budgétaire.

Elle a aussi profité du lancement de son programme pour critiquer la manière dont le premier ministre Stephen Harper gère l'économie du pays. Elle a affirmé qu'en tant que capitaine entêté et affolé, il mène son navire tout droit vers un dangereux récif.

Selon la chef des Verts, son parti est le seul qui puisse mener le pays dans une direction qui fera la joie des générations futures.

Elle croit que son approche est réaliste puisque ses promesses permettront à la fois d'aborder le problème des changements climatiques et celui de l'instabilité économique, tout en réduisant l'écart entre les riches et les pauvres.

Les Verts promettent aussi de réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre de 30 pour cent sous les seuils de 1990, et de 80 pour cent d'ici 2050.

\*\*\*\*\*

### **CNW Telbec, 17 septembre 2008 - L'Institut canadien des actuaires questionne les partis politiques sur la retraite, les soins de santé et l'assurance-emploi**

Les actuaires du Canada ont diffusé aujourd'hui aux cinq principaux partis politiques un questionnaire portant sur trois enjeux : l'avenir de l'épargne-retraite au Canada, les nouvelles règles et les nouveaux principes directeurs régissant le financement de l'assurance-emploi et les préoccupations concernant la nécessité d'une meilleure planification à long terme dans le secteur des soins de santé au Canada.

"Les actuaires du Canada demandent aux partis d'envisager sérieusement un

engagement envers ces questions, qui sont toutes cruciales pour les Canadiens et pour la santé de notre économie", affirme Mike Hale, président de l'Institut canadien des actuaires.

Selon Statistique Canada, seulement 21 % des travailleurs du secteur privé étaient couverts par un régime à prestations déterminées en 2003 alors qu'en 1992, 29 % l'étaient. Une meilleure couverture est à l'avantage des Canadiens. Selon une étude réalisée en 2007 par l'Université de Waterloo, les deux tiers des Canadiens qui prévoient prendre leur retraite en 2030 n'épargnent pas suffisamment pour s'assurer l'indépendance financière à la retraite. En revanche, un rapport publié récemment par Statistique Canada a révélé que deux tiers des Canadiens âgés de 45 à 59 ans croient que leur épargne-retraite sera suffisante pour satisfaire à leurs besoins. "Cet écart entre la réalité et la perception est très important. Si l'on ajoute à cela l'effondrement d'un excellent mode d'épargne-retraite, soit les régimes à prestations déterminées dans le secteur privé, ainsi que le manque d'harmonisation des lois sur les pensions à l'échelle du pays, on peut affirmer que sans remèdes adéquats, l'avenir financier des Canadiens est sérieusement en péril", soutient M. Hale.

En ce qui concerne l'assurance-emploi, le gouvernement a récemment modifié le régime de financement. Bien que les actuaires du Canada soient d'avis que la plupart des mesures prévues dans la récente législation soient bénéfiques pour le système, le nouvel Office de financement de l'assurance-emploi du Canada se trouve contraint à maintenir une réserve de seulement deux milliards de dollars. Compte tenu d'une période prospective d'un an et des nouvelles exigences concernant le réapprovisionnement de la réserve dans l'année suivant son utilisation, nous nous inquiétons sérieusement que deux milliards de dollars ne soient pas suffisants en situation de ralentissement économique important et prolongé", affirme Mike Hale. "Les actuaires du Canada recommandent qu'au cours des cinq à sept prochaines années, le gouvernement permette l'accumulation d'une réserve s'établissant entre 10 et 15 milliards de dollars. Cela permettrait d'atteindre l'objectif qui consiste à stabiliser les taux de cotisation sur une période d'un cycle économique normal."

Le système de soins de santé du Canada préoccupe également les actuaires. L'entente de 2004 sur la santé ne comportait aucun cadre d'investissement stratégique à long terme en matière de ressources humaines ou technologiques, deux pierres angulaires cruciales du système de santé du Canada. D'ici 2030, le pourcentage de la population âgée de 65 ans et plus aura doublé, pour atteindre près de 25 %. Comme le demandait récemment George Abbott, ministre de la Santé de la Colombie-Britannique : "Qui prendra soin de nous ?".

Les actuaires du Canada sont d'avis que le moment est venu pour le gouvernement fédéral d'instaurer le poste d'actuaire en chef en matière de soins de santé, qui serait chargé d'élaborer des stratégies d'investissement et de provisionnement à long terme en vue de développer des ressources humaines et technologiques dans le domaine des soins de santé publics, et d'évaluer l'incidence de ces stratégies sur les paiements de transfert futurs aux provinces afin d'aborder les difficultés que pose l'évolution démographique.

Et M. Hale d'affirmer, "Nous savons que les partis politiques sont au courant de ces enjeux et nous espérons que leurs plateformes électorales comprendront des engagements à l'égard de leur résolution. Nous prévoyons publier les réponses des partis sur notre site Web afin de permettre aux Canadiens de les consulter pendant la campagne électorale."

L'Institut canadien des actuaires (ICA) est l'organisme national de la profession actuarielle au Canada. Dirigé par ses membres, l'Institut est voué au service de la population en veillant à ce que les services et les conseils actuariels fournis par la profession soient de la plus haute qualité. En fait, l'Institut fait passer l'intérêt du public avant les besoins de la profession et de ses membres. Les actuaires font appel à leurs connaissances spécialisées des mathématiques de la finance, des statistiques et de la théorie du risque pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les régimes de retraite, les organismes de réglementation gouvernementaux, les sociétés d'assurances (assurance-vie et assurances IARD), les programmes sociaux et les particuliers.

Renseignements: Josée Racette, (613) 236-8196 poste 107